

**Nations unies - Briefing des chefs
des composantes Police -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 06 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaite tout d'abord vous remercier pour avoir organisé cette réunion annuelle toujours très utile.

Je remercie également le sous-secrétaire général Alexandre Zouev, remarquable polyglotte ainsi que les chefs des composantes police présents avec nous aujourd'hui, et Mme Reitano, pour leurs exposés qui nous permettent de mieux appréhender les enjeux auxquels sont confrontées les forces de police des Nations unies sur le terrain.

Je souhaite aussi à mon tour, à la suite de mes collègues, rendre un hommage appuyé à l'action des femmes et des hommes, policiers et gendarmes, qui sont déployés dans des conditions sécuritaires parfois très dégradées, afin d'apporter une contribution qui est essentielle pour le maintien de la paix et la protection des populations civiles.

Monsieur le Président,

Les nouveaux défis qui s'imposent au maintien de la paix nous amènent à nous interroger aussi sur le rôle et sur l'action de la police de l'ONU dans le cadre du maintien de la paix. Je souhaite à cet égard souscrire en tout point à ce qu'ont dit les représentantes des Pays-Bas et de la Suède, en particulier s'agissant du rôle de la police de l'ONU en matière de renforcement de l'état de droit et également s'agissant de l'importance d'une approche genre adaptée afin de bien protéger les femmes.

Monsieur le Président,

L'élan réformateur initié par le Secrétaire général avec "L'Action pour le Maintien de la Paix" que la France appuie avec conviction, doit aussi voir sa déclinaison au sein de la fonction policière de l'ONU. Pour cela, je souhaiterais attirer l'attention du Conseil sur trois domaines :

1/ Le premier, c'est l'amélioration de la performance de la Police dans les OMP et les Missions

politiques spéciales

Il s'agit de donner à cette composante les capacités d'action et ceci à chaque étape de la construction de la paix. C'est par une action collective, volontariste et inscrite dans la durée qu'il faut créer les indicateurs permettant d'évaluer l'action de la police, d'améliorer son efficacité dans la lutte contre les actes de violence ou la criminalité transnationale. Les questions de formation sont, bien entendu, fondamentales : formation des contingents de policiers par les pays contributeurs mais aussi formation des services de police des pays hébergeant une opération de paix de l'ONU. Il faut donner aux populations les services de police dont elles ont besoin. C'est une condition essentielle à une transition réussie et, à terme, au départ ordonné des opérations de maintien de la paix.

2/ Deuxième domaine, encourager la représentativité au sein de la Police

Je veux ici parler en particulier de la féminisation des contingents et des personnels de la Police qui est en cours, mais qu'il faut continuer à faire progresser. Les objectifs fixés par le Secrétaire général sont ambitieux, ils sont atteignables. Cette police doit garantir le respect des droits de l'Homme, garantir un traitement égal de tous devant la loi. Elle doit être aussi capable de communiquer avec les populations qu'elle protège. Le renforcement des capacités linguistiques adaptées aux terrains de déploiement est cruciale à cet égard.

3/ Troisième point que je souhaitais souligner : la nécessité d'inscrire la Police de l'ONU dans un cadre conforme à l'importance de son rôle

Présente à toutes étapes des opérations de la paix, de la prévention à la consolidation, la Police de l'ONU doit avoir des capacités adaptées que ce soit en terme de planification, de génération des forces, de gestion des crises ou en capacités de direction. Dans ces conditions, nous attendons beaucoup du rapport du Secrétaire général sur la police que nous appelions de nos vœux l'année dernière lors de l'adoption de la résolution 2382.

Le moment me semble parfaitement adapté pour s'inscrire dans les réformes voulues par le Secrétaire général. Il faut fixer des objectifs ambitieux à la Police de l'ONU. La France entend être un partenaire volontaire et constructif de ce projet.

Monsieur le Président,

Vous nous avez encouragés à être interactifs et j'aurais donc quelques questions à poser aux commissaires ici présents.

Tout d'abord, une question pour le commissaire Therriault : la composante police joue un rôle central dans la mise en oeuvre du mandat de la mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH). À moins d'un an d'une transition vers une présence onusienne hors maintien de la paix, quelles leçons tirez-vous des efforts déployés par l'ONU pour renforcer les forces nationales haïtiennes et quel impact sur le système judiciaire haïtien ?

J'aurais également une question pour vous et pour le commissaire Abdounasir s'agissant de la francophonie : on sait l'importance pour les composantes polices de pouvoir bien communiquer à la fois avec les populations et avec les forces nationales des pays hôtes. Je souhaitais vous demander si dans vos missions respectives vous disposez de suffisamment de policiers et de policières francophones.

Enfin dernière question à la commissaire Vuniwaqa : vous nous avez expliqué les efforts et les grands progrès réalisés par UNMISS en matière de lutte contre les violences sexuelles dans les conflits. Je souhaiterais vous demander très simplement de quoi vous auriez encore besoin pour progresser et réussir mieux dans ce domaine.

Je vous remercie./.